

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Août 2020



Travail de Paix et COVID-19

Editorial :

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

Facebook : Maison de la Presse du Burundi

www.mdp.org.bi



CHIRO-Burundi

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo

ong_svh@yahoo.fr

www.svh-rdcongo.org



Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



Le Burundi vient de tenir une campagne électorale dans un contexte de crise sanitaire imposée par le COVID-19. Politiciens et leurs partisans s'y sont lancés le 27 avril et les scrutins combinés (communal, législatif et présidentiel) sont tenus comme prévu le 20 mai. Certes, il était difficile de faire la campagne en adoptant des mesures de protection contre la pandémie. Tout le monde en était conscient dès le départ.

Depuis début mai, on aura donc vu des foules de militants surtout des key-players parmi les partis politiques prendre d'assaut les grandes rues des villes, remplir les stades sans masque ni moindre distanciation. Le risque sécuritaire était doublement plus élevé qu'en général, en période électorale. En plus, des jeunes militants des partis politiques opposés ont certainement passé des nuits blanches. Par peur d'être attaqués par ceux de « l'autre camp », mieux que par celle d'être contaminé au COVID-19. Mais, la fièvre électorale a baissé, après le vote.

Dans l'ensemble, les élections se sont déroulées sans heurts. Les journalistes, comme toujours, ont mis tout le paquet pour en assurer une couverture médiatique professionnelle. La Maison de la Presse aussi. Depuis des mois, elle aura organisé des débats radiophoniques pour amener les leaders politiques et les représentants de la société civile à épinglez les risques de conflits violents et prendre des engagements pour contribuer à des élections apaisées. Même les relations entre les journalistes et certains policiers se sont réchauffées, grâce à une activité sportive conjointe organisée lors de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse (03 mai).

A l'heure actuelle, le nouveau gouvernement concentre ses efforts sur la lutte contre le COVID-19. Des dépistages massifs sont organisés et la capacité de plusieurs hôpitaux renforcée pour prendre en charge les personnes contaminées. Parallèlement, une campagne de sensibilisation tous azimuts est menée en milieu rural pendant que le prix du savon pour le lavage des mains a été subventionné par l'état. Le projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR)



et le projet « Amahoro » de CHIRO-Burundi y ont également contribué par la distribution des kits sanitaires et des brochures de sensibilisation.

Au Sud-Kivu (RD Congo), notre partenaire SVH mène la sensibilisation sur le littoral du lac Tanganyika, dans le territoire de Fizi. Mais, le contact direct avec nos collègues de là-bas est rompu depuis mars dernier, suite à la fermeture des frontières entre les pays. Bien sûr, la pandémie nous a pris au dépourvu et notre planification annuelle en est affectée. Certaines activités sont adaptées à la nouvelle donne. D'autres, surtout celles qui font participer de grands groupes sont carrément remises à plus tard.

Les responsables de nos organisations partenaires décident eux-mêmes quelles activités retenir et lesquelles repousser. Le fait que nos partenaires aient décidé de continuer avec l'essentiel de leurs activités phares nous prouve encore une fois le niveau de leur engagement et leur motivation.

Le travail de paix et de développement de nos partenaires se poursuit sans relâche. Les équipes des projets continuent de transformer les conflits locaux, soutiennent les groupes vulnérables et gardent un œil sur les droits humains. Parfois, elles complètent les actions et initiatives du gouvernement. EIRENE Grands Lacs reste aux côtés de ses partenaires. Pour un avenir plus prometteur !

Berend Becker

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

SOMMAIRE

Ajuster le travail de paix au contexte du COVID-19 !

Jean-Claude Ndarama, Berend Becker



4

La sécurité des journalistes en période électorale :
des leçons apprises !

Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



7

Quand la DLP Kitete-Sikutumwa rapproche
des chefs ennemis !

Jacques Asunge, Evariste Mfaume



9

Un club de paix et une troupe théâtrale pour
intégrer les Batwa !

Clothilde Nyandwi, Soumana Kailou



11

Une boutique alimentaire et un élevage des
porcs pour apprendre à gérer des microprojets

Abraham Shemezimana, Live Irakoze



13

Ajuster le travail de paix au contexte du COVID-19 !

Depuis quelques mois, la pandémie du COVID-19 affecte tous les pays du monde. Certains pays fragiles comme le Burundi ou la RD Congo sont particulièrement touchés par ses effets. La crise économique prend de l'ampleur et de nouveaux conflits risquent d'éclater. Mais, avec une flexibilité impressionnante, les partenaires du programme d'EIRENE Grands Lacs s'adaptent à la situation.



Lors d'une séance de travail à la DLP Kitete-Sikutumwa

Nous avons changé notre système de travail depuis le 24 mars. L'élément déclencheur était la proclamation de l'état d'urgence sanitaire par le Chef de l'Etat congolais Félix Tshisekedi, pour faire face à la pandémie de COVID-19 » raconte Jacques Asunge, chargé du projet « Tujenge Pamoja » mis en œuvre par l'organisation Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) dans le Territoire de Fizi (Sud-Kivu).

La planification annuelle de SVH a été sensiblement retouchée afin de s'ajuster à la nouvelle donne. Ainsi, plusieurs activités ont dû être annulées. Parmi ces dernières, l'accompagnement des clubs de paix dans les écoles, la célébration de la journée internationale du réfugié (20 juin), l'envoi des journalistes des radios communautaires partenaires à la formation sur le Journalisme Sensible aux Conflits et le Coaching in-situ à la Radio Ngoma ya Amani (RNA). Les deux dernières étaient prévues dans le cadre d'une collaboration avec la Maison de la Presse du Burundi via le projet « Médias et Paix ».

L'accompagnement des Dynamiques Locales de Paix (DLPs, structures locales de gestion des conflits) a dû

continuer car plus que jamais leur contribution dans la sensibilisation de la population était nécessaire. Mais, il fallait prendre des mesures adaptées à la situation. C'est pourquoi, l'utilisation des e-mail et appels téléphoniques était une stratégie adoptée par le Directeur Exécutif de SVH et la coordination d'EIRENE Grands Lacs. Cela a permis de réduire les contacts physiques et partant les risques d'exposer l'équipe et les groupes cibles à la contamination. Le lavage des mains avec du savon avant, pendant et après chaque activité est aussi devenu obligatoire. Et puis, tous les membres de l'équipe du projet portent des masques au bureau et dans certains milieux publics.

Avoir l'imagination féconde !

Progressivement certaines activités des DLPs ont été ré-actualisées en tenant compte de mesures barrières. En plus, le projet a lancé une campagne de sensibilisation sur le COVID-19 en commençant chez les membres des DLPs. L'animateur de chaque DLP a réalisé un coaching individuel et donné des consignes aux membres. Après, ces derniers sensibilisaient à leur tour le reste de la communauté.



Tirs aux buts entre journalistes et policiers

Au Burundi, les mesures prises pour faire face au COVID-19 étaient moins drastiques que celles prises par le Gouvernement congolais. Les écoles sont restées ouvertes, le transport public a continué à fonctionner comme si de rien n'était, les églises et mosquées, même. Cependant, certaines des initiatives ont été prises, appelant la population au dépistage et au respect des mesures barrières. Pour le reste, il fallait aussi compter sur la volonté et la responsabilité individuelles de la population. EIRENE Grands Lacs a ainsi demandé à ses partenaires de s'organiser pour éviter les risques de se contaminer et de contaminer les autres.

En conséquence, la Maison de la Presse du Burundi a décidé à réaliser les activités du projet « Médias et Paix » avec une prudence maximale. Parfois, il fallait y aller avec beaucoup de créativité. Par exemple, pendant la célébration de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse (03 mai), un match de football était prévu entre une équipe de journalistes et celle de la Police Nationale du Burundi (PNB), pour rapprocher les deux groupes avant les élections. Pour réduire le risque de contamination, cette activité sportive a été commuée en séance de tirs aux buts, en gardant la distanciation sociale. Pour les débats publics radio en direct, le nombre d'invités a été réduit au strict minimum, passant de 30 à 14. La grande salle de la Maison de la Presse est préparée bien avant le débat pour garder la distanciation sociale entre les invités au débat. Et puis, il faut utiliser des désinfectants hydro-alcooliques avant d'entrer dans la salle et, après chaque intervention, le coupe-vent du microphone est changé par le réalisateur du débat et le microphone soigneusement nettoyé.

Mais, le coaching in-situ dans des radios communautaires partenaires en vue de la réalisation des émissions interactives sur des sujets conflictuels était parfois un défi. A Ngozi, une grande salle était disponible mener le coaching avec des journalistes de la radio Umuco FM. Mais, à Rumonge où une activité similaire était planifiée pour les journalistes de la radio Izere FM, le coaching a dû se réaliser dans le bureau du Président du Conseil d'Administration de la radio. Là aussi, il était difficile de garder la distanciation.

Des activités au frigo

D'autres activités surtout celles faisant participer de grands groupes ont été reportées sine die à cause du COVID-19, dont une formation des journalistes burundais et congolais sur le Journalisme sensible aux Conflits (JSC). La frontière commune entre le Burundi et la RD Congo a été également fermée pour les mêmes raisons. Même les activités de théâtre participatif avec CHIRO-Burundi ont été remises à plus tard.

Au bureau, la décision a été prise de se laver les mains avec l'eau chlorée à chaque entrée et sortie. Et dans des endroits publics comme à la banque, l'équipe du projet porte des masques. Elle a également le choix pour le télétravail à la maison. Mais, la plupart du temps les membres de l'équipe préfèrent travailler au bureau, pour mieux se concentrer. En plus, l'échange est direct et spontané avec des collègues, mieux qu'à la maison.

Chez CHIRO-Burundi, la situation est encore plus difficile à gérer, la majorité des groupes cibles se trouvant en milieu rural. La plupart d'entre eux sont des personnes en marge de la société comme la minorité Batwa ou les pauvres et autres défavorisés. Avec le COVID-19, un double phénomène s'observe : un problème d'accès à l'eau, au savon et aux masques pour les mesures hygiéniques ainsi que la croyance persistante selon laquelle la pandémie est un mythe. C'est pourquoi, ceux qui portent des masques sont mal vus. On se moque d'eux. Ils sont stigmatisés et considérés comme des « âmes faibles » ou des « ratés » de la société.

« Toutes nos approches ont été affectées par l'apparition de la pandémie au Burundi. Pour chaque approche, il y a des activités qui nécessitent la mobilisation de plusieurs personnes. Après une période d'observation et de sensibilisation des Chiro sur la pandémie suivie d'une distribution des Kits d'hygiène, certaines activités ont été reprogrammées avec une forte exigence sur le respect des mesures barrières. La réalisation de certaines activités nous a demandé la recherche d'une grande salle sur

terrain ou l'utilisation des grandes chapelles catholiques pour tenir les rencontres », explique Kailou Soumana, Assistant Technique de Paix (ATP) du projet « Amahoro ».

Savoir gérer le quotidien

L'équipe du projet a également pris quelques mesures pratiques pour gérer le quotidien du travail à part de la distanciation, le lavage des mains et le port des masques. Ainsi, le personnel du projet qui réside à Bujumbura utilise le véhicule de service pour la liaison Gitega et Bujumbura les lundi et vendredi afin de réduire le risque de contamination. L'équipe du projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) se joint à celle de CHIRO-Burundi pour ces trajets.

Sur terrain, le projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) vit les mêmes réalités que le projet « Amahoro » de CHIRO-Burundi. Ses principaux groupes sont des associations avec parfois 30 membres ou plus. Le projet a été obligé de limiter la participation des membres et réduire les activités de terrain. Plusieurs formations des associations ont été repoussées à plus tard. « *L'usage des masques sur le terrain lors des visites était un grand défi surtout au début. Regrouper seulement les comités des associations avec peu de gens lors des visites et ne pas les saluer par les mains était aussi mal vu* », partage Abraham Shemezimana, chargé du projet FAIR. L'équipe du projet s'est aussi lancée dans la sensibilisation sur la pandémie du COVID-19. Ils sont également occupés à rédiger une brochure en Kirundi avec des lignes directrices sur des mesures de protection contre



Une partie de l'équipe du projet CHIRO-Amahoro

la pandémie. Le document sera ensuite largement distribué aux associations partenaires.

L'engagement et la créativité de nos partenaires face aux restrictions sont impressionnants. L'impression générale est qu'ils savent transformer les défis en atouts, la nécessité étant la mère de l'invention. Des résultats positifs sont au rendez-vous en dépit de la crise sanitaire. Et le plus important dont nous nous réjouissons est que jusque-là, aucun membre des projets collaboratifs n'a été contaminé. Nous espérons que la situation restera telle !

Berend Becker, Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

Jean-Claude Ndarama, Assistant de la Coordination

Avec le COVID-19, EIRENE Grands Lacs adapte son système de travail

EIRENE Grands Lacs essaie de ne pas dicter aux partenaires ce qu'il faut faire et ne pas faire. Nous avons confiance à leur sens de responsabilité. Ils connaissent mieux leur contexte local.

Mais, EIRENE Grands Lacs offre un appui aux partenaires pour adapter leur système de travail. Ainsi par exemple, le télétravail est une option donnée à tout le personnel du programme. Quiconque le souhaite peut travailler à domicile et les frais supplémentaires de téléphone et internet sont pris en charge.

Les réunions hebdomadaires de la coordination, les comités de pilotage des projets, les réunions stratégiques et extraordinaires se passent via les

applications Zoom ou Skype. Parfois, ça se passe bien ; parfois c'est plutôt angoissant. Cela dépend surtout de la connexion internet. Bien sûr, les réunions virtuelles sont une nouveauté pour nous tous et chacun et chacune de nous a été obligé d'apprendre comment utiliser cette nouvelle technologie. L'échange avec SVH via Zoom à Baraka a échoué car l'internet n'y est pas stable. Pour avoir une connexion plus ou moins stable, l'équipe du projet a été obligée de se déplacer durant plus de trois heures de route jusqu'à Uvira. Ce qui implique beaucoup d'énergie et quelques dépenses de plus.

Le travail direct avec les bénéficiaires reste un défi. Rassembler les gens

est au cœur de notre travail de paix, que ce soit dans le cadre des débats publics, des conférences et formations, de la médiation et réconciliation ou des campagnes de sensibilisation de masses. La limitation du contact direct avec nos groupes cibles pose donc des défis particuliers à notre travail et celui de nos partenaires.

Le plus grand défi pour la coordination du programme régional est de ne pas aller sur le terrain pour suivre à la loupe l'avancement des activités. Le monde virtuel a ses limites ! Voir comment opère une association au projet FAIR, se rendre compte de l'avancement de son micro-projet et discuter des problèmes avec les membres ne se fait pas facilement à distance.

La sécurité des journalistes en période électorale : des leçons apprises !

Les journalistes burundais réunis en synergie des médias ont couvert les élections du 20 mai dernier, dans le respect du code de conduite en période électorale. Mais, leur travail a été émaillé de quelques soucis sécuritaires. De quoi tirer de bonnes leçons pour l'avenir...



Panel sur la sécurité des journalistes

Nous étions frustrés de ne pouvoir diffuser les résultats issus des bureaux et centres de vote où nous étions affectés. Il fallait attendre leur compilation par la Commission Electorale Communale Indépendante (CECI) pour les diffuser dans la synergie des médias. Or, c'est de ceux-là qu'on était témoins. Un journaliste envoyé sur terrain doit être l'œil et l'oreille du public », se plaint un journaliste de la presse privée. Pour lui, il fallait tout de même agir ainsi pour se conformer au code de conduite des journalistes et des médias en période électorale. Ce dernier interdit aux journalistes de publier les résultats et tendances électoraux autres que ceux publiés par la Commission Electorale Nationale Indépendantes (CENI) et ses démembrements dans les provinces et communes du pays. « La présence impressionnante de policiers et de militaires autour des centres de vote nous faisait aussi parfois peur. C'est pourquoi, il fallait adopter le profil bas, être coopératif », ajoute-t-il. Les premiers scrutins combinés (communales, législatives et présidentielles) pour les élections de 2020 au Burundi ont eu lieu le mercredi 20 mai dernier, remportées haut la main par le parti CNDD-FDD au pouvoir.

Le jour de vote, les réseaux sociaux (surtout Twitter et WhatsApp) étaient coupés depuis l'ouverture des bureaux de vote jusque le lendemain soir. « C'était peut-être pour couper court aux spéculations et rumeurs », pense un autre journaliste. Un autre, lui aussi d'un médium privé a été par moment recherché par la police depuis le jour

de vote, accusé d'avoir caché des armes dans sa voiture. Il est resté introuvable durant quelques semaines avant de recouvrer sa liberté et de continuer son travail.

« Certains d'entre nous étaient suivis à la loupe par des policiers en tenue civile. Il fallait si nécessaire vider les lieux avant le décompte des voix et demander les résultats globaux par téléphone au président de la CECI. Or, un journaliste déployé sur terrain devrait suivre le déroulement de l'élection de bout en bout, depuis la préparation des urnes jusqu'aux résultats », regrette une autre journaliste d'un médium public. Elle salue tout de même qu'un mot d'ordre ait été lancé pour éviter la propagation du COVID-19. « Presque partout, il y avait des seaux d'eau et du savon et chaque équipe de journalistes dépêchée en commune partait avec un désinfectant hydro-alcoolique distribué par des agents de la Croix Rouge du Burundi », précise-t-elle.

Quand des intérêts politiques s'affrontent !

La synergie des médias avait déployé les journalistes dans toutes les 119 communes du Burundi pour couvrir les élections. Selon Jacques Bukuru, Rédacteur en Chef de la synergie des médias ayant couvert les élections, les journalistes ont notamment pour rôle de surveiller l'intégrité du processus électoral. Pour lui, ils peuvent être les cibles des violences générées par l'affrontement d'intérêts des acteurs politiques.

« Les journalistes déployés sur le terrain n'ont pas signalé d'actes de nature à menacer leur sécurité physique. Un cas a été rapporté lors du lancement de la campagne électorale le 27 avril. Et puis, des internautes et burundais de la diaspora s'en sont pris de façon virulente à certains de nos envoyés spéciaux arguant qu'ils étaient en train de gaffer professionnellement », précise-t-il.

Il regrette aussi certains ratés dus au fait que des reporters aient été déployés pour couvrir les élections sans être formés sur la sécurité en période sensible. « Un envoyé spécial au sud-est du pays a lu publiquement son reportage sans savoir qu'il était suivi par des gens qui se sont présentés comme des responsables de l'administration et de la sécurité. Ces derniers l'ont enjoint à demander le gel de la diffusion du contenu de son reportage à la rédaction centrale. Il a obtempéré sans aucune moindre résistance », illustre-t-il.

Entre-temps, 04 journalistes du journal indépendant « Iwacu » eux restent détenus à Bubanza (Nord-Ouest) depuis plus de 08 mois. Ils sont accusés de « tentative impossible de complicité à l'atteinte à la sécurité intérieure de l'État » pour avoir tenté d'enquêter sur une attaque rebelle venue de l'Est de la RD Congo à Bubanza en octobre dernier. Leur détention décidée par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Bubanza a été récemment confirmée par la Cour d'Appel de Ntahangwa (Bujumbura). Ils sont condamnés à deux ans et demi de prison ferme en plus de 500 Euros d'amende. Des voix s'élèvent pour réclamer leur libération.

Mieux faire, dans l'avenir

Chartier Niyungeko, expert en gestion des conflits apprécie le dispositif sécuritaire mis en place par le gouvernement pour rassurer que les élections se passent en bonne et due forme. Pour lui, il n'y a pas eu des cas de violation des droits des journalistes signalés sauf quelques cas d'intimidations par des membres des partis politiques

du fait qu'ils n'étaient pas d'accord avec les informations qu'ils voulaient partager. « Même si les élections se sont bien déroulées, on a appris qu'il y a eu des irrégularités dans le comptage des voix, d'où la plupart des gens sont restés à leur soif de savoir si réellement les informations fournies concernant le déroulement du processus électoral étaient vraies ou pas », nuance-t-il. Pour lui, l'équilibre des informations était également problématique. « Les élections génèrent des tensions ou violences politiques. Les médias devraient garder le maximum d'impartialité et de courage pour pouvoir partager de vraies informations, vérifiées et authentifiées en rassurant même les sources de ces informations. Cela pourrait ainsi tranquilliser les esprits » conseille-t-il.

A l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR), on se réjouit de la tranquillité inhabituelle qui a régné après les élections et le fait qu'il n'y ait pas eu de contradictions dans les informations diffusées par les médias. Mais, le Secrétaire-Exécutif de cette organisation professionnelle pense qu'il faut mieux faire, pour la couverture médiatique des élections à venir. « A la prochaine, il faudrait laisser les journalistes suivre le décompte des voix. Cela leur permettrait de diffuser des chiffres dont ils sont témoins eux-mêmes et auxquels ils font confiance. Leurs droits seraient davantage respectés et leur crédibilité auprès du public préservé », explique Thaddée Nzigamasabo.

De son côté, Jacques Bukuru propose des synergies incluant des formations sur la sécurité des journalistes en période sensible. Pour lui, des rencontres entre journalistes et autres acteurs impliqués dans la conduite des élections seraient fort utiles pour que les uns et les autres comprennent qu'ils sont complémentaires pour la bonne issue des processus électoraux.

Anaclet Hakizimana, chargé de projet « Médias et Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-MDP



Le porte-parole du ministère en charge de la sécurité publique s'exprime

Quand la DLP Kitete-Sikutumwa rapproche des chefs ennemis !

Thomas Asende, chef de quartier Kitete et Abedi Agano, chef-adjoint du quartier Sikutumwa sont membres de la Dynamique Locale de Paix (DLP) de Kitete-Sikutumwa depuis mars 2020. Du coup, le conflit qui opposait ces autorités locales se règle grâce aux actions de rapprochement initiées par la DLP. Ainsi ils font le plaidoyer auprès des supérieurs hiérarchiques !



Abedi Agano et Thomas Asende, lors d'une séance de la DLP

Depuis la mise en place de la DLP Kitete-Sikutumwa en 2016, je me demandais pourquoi nous ne pouvions pas en être membres. Et pourtant, nous travaillions à côté des membres de la DLP. Notre exclusion durant tout ce temps ne nous a fait que perdre. Vaut mieux tard que jamais ! Depuis que nous sommes membres, nous sommes comme des frères », se réjouit Thomas Asende chef de Kitete.

De son côté, Abedi Agano, chef-adjoint de Sikutumwa confirme que leur présence au sein de la DLP est venue

à point nommé, après l'escalade du conflit lié aux limites des propriétés entre les deux groupements. « Notre nouveau statut nous permet de représenter valablement notre structure auprès de nos chefs des groupements respectifs. Ainsi, pareilles questions que traite la DLP avec la participation des autorités n'auront plus de lourdeur », ajoute-t-il.

Même Eloco Mtambo, modérateur de la DLP Kitete-Sikutumwa se frotte les mains. En saluant le résultat du processus d'intégration de deux autorités locales au sein de la DLP, certes émaillé de quelques défis, il demande à

tous les membres d'œuvrer quotidiennement pour la paix communautaire. « *L'intégration au sein de la DLP de deux autorités locales nous a coûté beaucoup d'énergie, de temps et de contacts approfondis ...Mais, nous devons être vigilants pour qu'il n'y ait pas rechute. Et puis, notre monitoring doit être permanent pour que les deux chefs locaux intégrés restent modestes et ne se considèrent pas comme des donneurs des leçons aux autres membres de la DLP. Sinon, cela risquerait de nous désorienter des objectifs de notre chère structure* », conseille-t-il.



La rivière Mutambala

Un mauvais arrangement ou un bon procès ?

Pour Riziki Sango, habitante de Sikutumwa et Jean Pierre Ekoci de Kitete, l'intégration des deux autorités locales est bénéfique pour la recherche et la construction de la paix communautaire. Ils saluent la bravoure des deux nouveaux membres de la DLP qui sensibilisent déjà leurs administrés pour la paix. Cependant, ils demandent aux autres membres de rester vigilants, rappelant que le comportement des autorités de ces deux entités Kitete et Sikutumwa est toujours dynamique, dicté par l'évolution du contexte. « *C'est bien que les deux chefs locaux se parlent bien et amorcent des activités conjointes de sensibilisations dans nos villages sur la paix. Mais, il ne faut pas perdre de vue que tout peut basculer suite aux injonctions qu'ils reçoivent de leurs supérieurs hiérarchiques...* », explique Riziki Sango.

A ce sujet, le chef de groupement de Balala-Sud estime que tous les efforts menés par la DLP en ce moment sont les bienvenus. Mais, pour Ngena Nyembo Milingita, le dénouement définitif du conflit foncier entre les deux entités ne viendra que des instances judiciaires : « *En ce moment, toutes les initiatives de paix mises en œuvre par la DLP Kitete-Sikutumwa sont les bienvenues. Néanmoins, le conflit des limites opposant nos deux entités reste entier. Les solutions durables ne peuvent provenir que des instances judiciaires habilitées. C'est la seule voie à tenir compte pour contribuer à une paix communautaire durable dans Kitete et Sikutumwa* » conclut Ngena Nyembo Milingita.

Se démarquer des politiciens

Malenga Mmasa, chef de groupement Basimukuma-Sud apprécie l'intégration de leurs représentants au sein de la DLP et de l'évolution positive qui en a résulté. Toutefois, il conseille de surveiller l'action des politiciens. Pour lui, ces derniers risquent de tirer encore sur les ficelles et renforcer les divisions au sein des communautés, au nom de leurs intérêts personnels : « *Je suis d'accord avec ce qui est fait bien que la personne que j'aurais plus voulue du côté de Sikutumwa soit Aoci Ziko, le chef de Sikutumwa. Il était malheureusement empêché. Abedi Agano est son adjoint. Il le représente. L'idéal aurait été d'aligner le titulaire et non son adjoint. Pour le reste, les membres de la DLP doivent se démarquer des politiciens, qui n'encouragent pas les initiatives pareilles dans un contexte de conflit* », souligne Malenga Mmasa.

Les membres de la DLP Kitete-Sikutumwa sont convaincus qu'ils doivent bien observer l'évolution du conflit des limites des propriétés entre les deux groupements riverains à la rivière Mutambala. « *Sinon, les actions en cours n'auront aucun impact visible dans la construction de paix sociale* » prévient un acteur de la société civile locale, sous anonymat.

Jacques Asunge, Chargé de projet «Tujenge Pamoja »

Evariste Mfaume, Directeur Exécutif de SVH

Les groupements de Balala-Sud et de Basimukuma-Sud sont séparés dans leur partie Est par la rivière Mutambala. Cette dernière traverse une plaine, grenier, riche en potentialités agricoles convoitées depuis de longues années par les colons belges pour l'exploitation.

Depuis plus de 02 décennies, la plaine connaît une

inondation due au débordement de la rivière qui a quitté son lit et déverse ses eaux dans tous les sens.

Ce phénomène est à la base de l'effacement de la limite naturelle entre ces deux groupements. Il a par ailleurs sensiblement réduit la capacité d'accueil de la plaine qui perd son important espace cultivable. Cela a créé un grand conflit fon-

cier opposant les communautés des entités voisines et les deux pouvoirs coutumiers.

Actuellement, le conflit foncier entre les deux pouvoirs coutumiers est pendant en appel devant le Tribunal de Grande Instance d'Uvira après le jugement du Tribunal de Paix de Fizi.

Un club de paix et une troupe théâtrale pour intégrer les Batwa !

Depuis près de 08 mois, 20 Batwa de Zege (Gitega) ont intégré le club de paix et la troupe théâtrale du mouvement d'Action Catholique CHIRO-Burundi. Ces Batwa trouvent un cadre d'épanouissement et de formation. Du coup, cela favorise la cohabitation pacifique et les actions de développement communautaires.



Lors de la formation sur le théâtre participatif

Le club de paix et la troupe théâtrale « Bungabunga Amahoro (Consolidons la paix !) » constituent de nouvelles structures mixtes comprenant 20 Batwa (11 hommes et 09 femmes) et 05 Chiros (02 hommes et 03 femmes). Pour pouvoir les mettre en place, les dirigeants locaux du mouvement ont bataillé ferme afin de convaincre les Batwa et leurs collègues Chiros. Philbert Biziyaremye et Libérate Nzotungicimpaye devaient entre autres faire face au complexe d'infériorité des Batwa et aux stéréotypes et préjugés des Chiros issus d'autres ethnies. « Notre approche butait essentiellement sur la réticence de plusieurs Batwa du site de Zege à travailler avec des gens dont ils ne partagent pas les mêmes conditions de vie. Les Chiros eux les méprisaient, les considérant comme des êtres inférieurs », explique Pierre Hakizimana, président du club de paix de Zege.

Même certains membres de la troupe théâtrale étaient sceptiques et méfiants en début. « L'intégration des 02 Batwa dans le groupe de théâtre n'était pas des plus faciles. Au début, j'ai ressenti la tension dans le groupe. Les deux étaient assis seuls, observés. Plusieurs membres du groupe leur chuchotaient derrière le dos. On entendait même parfois des rires moqueurs à leur endroit. Ce qui était de nature à les décourager. Mais, au fur et à mesure qu'on faisait des répétitions, ils gagnaient de la considération et du respect. Pour certains, ce fut une expérience révélatrice. Selon la devise : Wow, ils peuvent le faire ! », témoigne

Claus Schrowange, un des formateurs de « Bungabunga Amahoro ».

A l'école du « vivre ensemble »

Petit à petit, avec l'engagement du dirigeant régional de CHIRO-Burundi et du responsable du site de Zege ainsi que la réalisation des activités d'information, de sensibilisation mais surtout des émissions interactives avec la radio communautaires Star FM, les Batwa ont commencé à s'intéresser à la création du club de paix. « Aujourd'hui, le club de paix tourne à plein régime avec un Règlement d'Ordre Intérieur et un plan d'action. Ses membres ont également été formés par le projet CHIRO Amahoro sur le fonctionnement d'un club de paix, la gestion non-violente des conflits, la vie associative et la résilience pour la paix », ajoute M. Hakizimana.

Ainsi, un premier camp de travail a été organisé pour permettre à certains ménages de se doter de latrines écologiques et de réaliser des prières collectives avec les Chiros pour renforcer les valeurs chrétiennes. En plus, le projet leur a octroyé des chèvres et des porcs pour alimenter la chaîne de solidarité entre les Batwa et les Chiros. « La chaîne de solidarité contribuera à améliorer notre niveau de revenu, le régime alimentaire, l'accès aux services de base et l'amélioration du statut social tant des Batwa que des Chiros », conclut-il.

L'UNIPROBA en première ligne

« J'ai décidé d'adhérer au club de paix et de participer à ses activités afin de convaincre les autres Batwa surtout les hommes réfractaires aux initiatives collectives avec les communautés voisines. Cette initiative a fini par payer avec la mise sur pied d'un club de paix mixte auquel adhèrent avec enthousiasme des couples Batwa. Ainsi, peut-on envisager à Zege un avenir commun et prometteur, exempt de discrimination et autres clivages », raconte Libérate Nzotungicimpaye, représentante légale de l'UNIPROBA (Unissons-nous pour la Promotion des Batwa, une organisation autochtone). Membre du club de paix, responsable du site et représentante de cette organisation à Gitega, elle s'active pleinement pour l'intégration des autres Batwa. Elle joue aussi un rôle clé pour leur émancipation dans le club de paix.

Ainsi, des séances de sensibilisation et les présentations des pièces théâtrales par la troupe « Bungabunga Amahoro » sur la citoyenneté et la résilience sociale et économique ont suivi. De quoi créer la confiance mutuelle surtout chez les femmes et les jeunes ainsi que l'estime de soi. Après, les jeunes Béate Bavumiragiye et Désiré Mpawenimana ont intégré la troupe théâtrale et jouent un rôle prépondérant lors des mises en scène.



Béate Bavumiragiye pendant une présentation théâtrale

« Grâce aux activités du club de paix et de la troupe théâtrale, d'autres Batwa du site de Zege et leurs voisins s'engagent à mieux vivre ensemble et à gérer pacifiquement les conflits sociaux qui peuvent surgir. Et puis, certains Batwa des localités de Mweya-Mugoboka, Jimbi, Rukoba-Ruvumanyi, Mwogo et Butamuheba ont récemment demandé d'intégrer notre club de paix » se réjouit Libérate Nzotungicimpaye.

Clothilde Nyandwi, Chargée de projet « CHIRO-Amahoro »

Soumana Kailou, Assistant Technique de Paix d'EIRENE-CHIRO

Les Batwa constituent 1% des trois groupes sociaux qui composent la société Burundaise. En province de Gitega (centre), ils constituent une véritable minorité établie sur 21 collines dans la commune de Gitega. La plupart d'entre eux vivent dans des huttes circulaires construites avec des arbustes, des branches, de la paille ou des feuilles de bananiers. Ce mode d'habitat est loin de les protéger contre les intempéries et il est souvent emporté par le feu. Depuis longtemps, les Batwa vivaient de la poterie. Mais, cette dernière ne leur rapporte plus rien. Ils sont souvent sans terres et sont partant nomades.

Les Batwa vivent dans de mauvaises conditions, souvent sous le mépris des voisins Hutus et Tutsis. Ceux de la colline de Zege comme presque partout ailleurs sont analphabètes et n'osent pas se marier avec les autres. Même les ustensiles de cuisine utilisés par les Batwa sont mis en quarantaine par les voisins. L'exercice de petits métiers leur permettent à peine de manger une fois par jour. Condamnés souvent à la mendicité quand ils ne s'adonnent pas des actes répréhensibles

par la loi comme le vol, ils deviennent alors victimes de stéréotypes et pires préjugés. Ils sont aussi exclus de la plupart des activités sociales : souvent mal vêtus, ils sont rarement présents lors des rassemblements politiques et même religieux.

Dans les localités où ils vivent, les structures de santé sont aussi rares. Ce qui prive les femmes et les enfants des soins primaires. Rares sont aussi les Batwa qui envoient leurs enfants à l'école. Certains de ces derniers finissent parfois par abandonner l'école suite à la pauvreté ou à la discrimination. Ces défis assaillent les Batwa et hypothèquent leur épanouissement social et leur avenir.

Mais, le Gouvernement a initié une vaste campagne d'intégration des Batwa, avec l'appui de certaines organisations de la société civile, dont l'UNIPROBA. Cette dernière œuvre pour la protection et la promotion des droits des Batwa du Burundi. Pour la première fois, une femme issue de cette organisation est membre du Gouvernement burundais.



Gitega

Une boutique et un élevage des porcs pour apprendre à gérer des microprojets

Deux associations sur les 20 financées par le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » se démarquent et générant le profit. L'élevage de porcs et une boutique alimentaire contribuent aussi à la cohésion sociale et réduisent la délinquance juvénile. Les remboursements sur les fonds perçus étant réduits de 30%, même les autres associations pourraient décoller...

Cinq porcs adultes, 12 porcins et 7 autres donnés aux membres, le tout pour une valeur de plus de deux millions de Francs Burundais (2.000.000 Fbu). De quoi faire la fierté de l'association « Shirukubute ba Chiro » de CHIRO-Burundi : un micro-projet d'élevage de porcs mis en œuvre depuis 8 mois sur la Colline Rutegama en province de Gitega (centre du Burundi). « Chacun de nos 37 membres (16 hommes et 21 femmes) issus de 4 collines contribue de manière rotative au projet par la surveillance et la nutrition des porcs. En contrepartie, la moitié de la mise bas est attribuée aux membres dans le cadre de la chaîne de solidarité », explique Donatien Havyarimana, vice-président de cette organisation créée en 2016. « Tous nos membres sont intéressés. Et nous avons lancé le projet avec des porcs de bonne race achetés à l'Institut Médico-Pédagogique de Mutwenzi », ajoute-t-il.

« La rotation sera rapide et chaque famille aura un porc. Après, même les autres associations seront servies. En plus des quatre millions de Francs Burundais (4.000.000 Fbu) accordés par le projet FAIR dont une partie sera rem-

bourssée pour financer d'autres associations (fonds rotatifs), nous avons créé un compte parallèle à la COOPEC et nous y versons des cotisations notamment pour payer notre sentinelle et acheter les concentrés pour les porcs », indique Denise Banciryano, membre de l'association. Néanmoins, elle relève comme défis la flambée des prix des concentrés (d'où une dépense mensuelle de 70.000 Fbu) et des médicaments des porcs ainsi que la mort de 4 porcins suite à l'agalaxie (manque de lait) de certaines truies.

Dans la conduite des micro-projets, la rigueur est de mise. « Pour prévenir les conflits, notre association s'est doté d'un Règlement d'Ordre Intérieur. Ce dernier prévoit des sanctions pour ceux qui ne s'acquittent pas des tâches leurs confiées », fait-elle remarquer.

« Grâce à l'élevage de porcs, mes enfants ont intégré CHIRO-Burundi pour apprendre. Des abattoirs de porcs s'installent aussi dans nos villages », témoigne Juvénal Nsanzerugeze, un voisin de l'étable pour les porcs. De son côté, Firmat Niyongabo, technicien vétérinaire note

que les membres de l'association ont ainsi appris l'élevage moderne de porcs, avec une race rustique (résistante aux maladies) et prolifique (rentable).

Apprendre à mieux vendre !

Une boutique alimentaire de l'association « Kazoza keza » (de l'ODAG/Caritas, créée en 2017) tourne à plein régime au marché de Bukirasazi, en province de Gitega, depuis 7 mois. Avec 25 membres (dont 13 femmes), elle vend farine de blé, manioc, huile de palme et de coton, riz, boissons, cartes de rechargé pour téléphones, ... Avec un chiffre d'affaire de cinq millions de Francs Burundais (5.000.000 Fbu), le micro-projet enregistre un bénéfice net de 1.000.000 Fbu. « *Nous travaillons même à des heures extrêmes quand les autres boutiques sont fermées. Et puis, notre boutique accorde des marchandises à crédit à nos membres et au restaurant de l'association partenaire Terimberu. Il s'agit essentiellement du riz, du haricot et du sel* », se réjouit Cyriaque Sinzinkayo, président du comité de gestion du micro-projet.

Pour lui, l'association fonctionne comme une famille et les membres alimentent un compte bancaire ouvert à la COOPEC avec des cotisations mensuelles notamment pour diversifier les sources de revenus et acheter les porcs. « *Mais, il nous manque une parcelle propre pour ne plus payer les frais de location et nous souffrons de la concurrence des autres boutiques. Par ailleurs, nous sommes encore incapables de nous acheter une grande balance de 900.000 Fbu qui nous faciliterait le mesurage ainsi que de grands fûts dont chacun coûte 150.000 Fbu qui nous éviteraient de conserver l'huile dans des bidons* », cite M. Sinzinkayo, comme principaux défis.

Le projet FAIR est mis en œuvre pour 02 ans (2019 et 2020) par EIRENE et Pain pour le Monde (PPLM) avec 04 partenaires locaux. Ces derniers exécutent des micro-projets qui génèrent du profit et transfèrent les compétences à 20 de leurs associations. « *Le succès du microprojet dépend d'abord du choix de l'activité à réaliser. Une boutique est relativement sûre car on peut réaliser un bénéfice assez rapidement en vendant les produits achetés. Avec les micro-projets agricoles, il y a toujours des risques liés aux conditions météorologiques (sécheresse, pluies excessives...) ou aux maladies des animaux* », explique Berend Becker, coordinateur d'EIRENE Grands Lacs.

Un taux de remboursement de 10% au lieu de 40%

Monseigneur Aimé-Joseph Kimararungu, évêque du Diocèse Anglican de Gitega et point focal du Comité de Pilotage du projet salue le pas déjà franchi. Pour lui, le pou-



La vendeuse Evelyne Kwizera

voir d'achat des membres a augmenté grâce aux actions des microprojets tout comme les actions d'épargne et de crédits. « *Cela a également facilité l'élaboration des plans d'affaires et renforcé le savoir-faire grâce aux formations ainsi que le travail en équipe et la cohésion sociale* », explique Mgr Kimararungu.

Sur les 20 microprojets, 15 ont déjà commencé à générer des revenus, 03 n'ont pas encore démarré pendant que les 02 autres restants ont des difficultés. Pour Berend Becker, l'un des problèmes rencontrés est dû au fait que la sélection des microprojets s'est faite sans au moins des plans d'affaires rudimentaires comme base de sélection. « *Avec début 2020, nous avons corrigé cette erreur et donné des formations sur comment développer un business plan pour l'équipe de projet et les points focaux. Ainsi, 10 microprojets ont développé leurs plans par la suite. Il y'a espoir d'un financement pour une deuxième phase du projet. L'équipe disposerait alors des outils pour pouvoir estimer au préalable la rentabilité des propositions de microprojets* », ajoute-t-il.

Pour Mgr Kimararungu, le projet FAIR a une autre valeur ajoutée : « *Les actions en association ont renforcé la paix dans la communauté, réduit la délinquance juvénile et la manipulation par les politiciens mal intentionnés* », fait-il remarquer. Il déplore néanmoins certains conflits entre les membres de certaines associations et le manque de moyens financiers suffisants notamment pour engager des points focaux du projet à temps plein.

Enfin, le Comité de Pilotage du projet vient de réduire de 40% à 10% le montant à rembourser par association, sur les 4000.000 de Fbu de financement initial pour chaque micro-projet. « *Il est devenu clair qu'il n'est pas réaliste de supposer que les microprojets généreront autant de bénéfices pour pouvoir rembourser 40% après une année seulement. L'association doit aussi profiter, ses membres aussi. Nous avons donc renégocié le taux de remboursement avec PPLM* », explique Berend Becker. Les membres des associations s'en frottent les mains !

Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR

Live Irakoze, Chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR

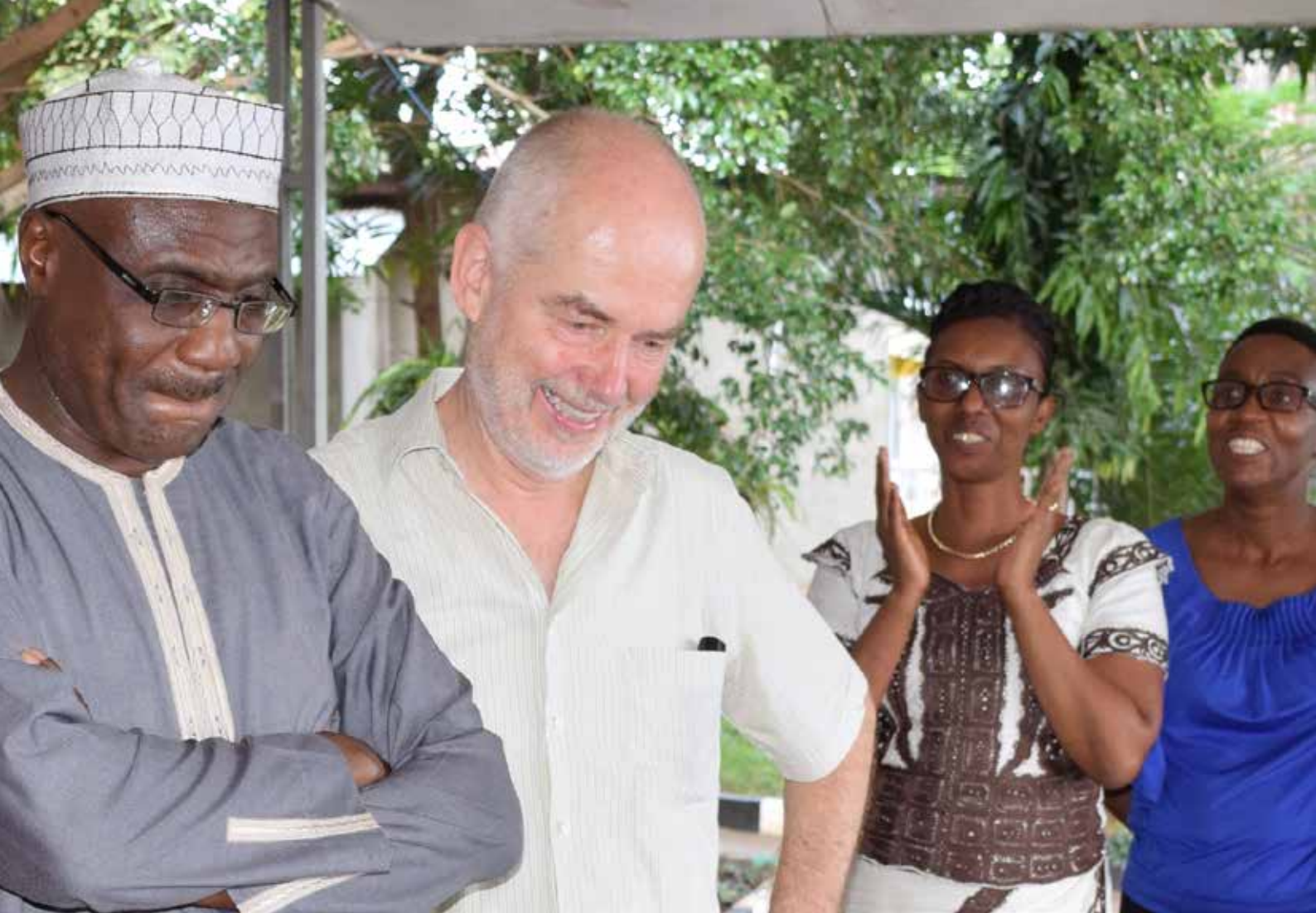


Photo d'avant le COVID-19

EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien international pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires d'EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi ainsi que l'ONG congolaise « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH).

Le programme actuel « Transformation Alternative des Conflits – Transparence et Initiative Communautaire (TAC-TIC) » a démarré en 2018 et se termine en 2021.

Le volet du programme « cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « médias et paix » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits humains à travers des débats publics et émissions interactives radio.

Le quatrième volet prévoit la gestion transnationale des connaissances, l'échange régional et la création des effets de synergie.

A part du programme TAC-TIC, le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR) » lie les actions de paix à celles de développement.



Nos films documentaires sur YouTube :

**CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement
Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité
L'or et la misère – La lutte d'OGP pour la justice
Misisi – Quand l'or fait des misérables (français, anglais et allemand)
EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs**